

**CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE DU DOMAINE PUBLIC
DE LA VILLE D'AVIGNON**

Entre

La Ville d'AVIGNON représentée par **Madame Cécile HELLE, Maire** agissant ès-qualités, en vertu de la délibération n° 2 en date du 4 juillet 2020, elle-même représentée par Monsieur Joël PEYRE, Conseiller Municipal, en vertu d'un arrêté de délégation de fonctions en date du 23 juillet 2020, et spécialement habilité en vertu de la décision n°25-0022 en date du 03 novembre 2025,

**Ci-après dénommée « La Ville »,
D'une part,**

Et

Le Département de Vaucluse, représenté par sa Présidente Madame Dominique SANTONI, agissant au nom et pour le compte du Département de Vaucluse en vertu de la décision n° en date du

**Ci-après dénommée « Le Département »,
D'autre part,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L 2122-1,

Vu la délibération n°21 (DCM_2023_03_21) du Conseil Municipal du 24 juin 2023, sur « les tarifs applicables à compter du 1^{er} aout 2023, droits de places de stationnement »

PRÉAMBULE

Considérant que le Département de Vaucluse a sollicité la ville par courrier le 28 aout 2023 pour lui faire part des difficultés de stationnement des agents de l'Espace Départemental des Solidarités (EDES) Sud, situé 4 avenue Anne d'Autriche sur Avignon, en limite du quartier Barbière, et a manifesté le souhait d'acquérir une partie de ce foncier pour le privatiser.

Considérant que la Ville a proposé au Département une privatisation d'une partie du parking, prenant en compte les besoins de stationnement des riverains (immeubles d'habitation, commerces Cowool, ...) sous la forme d'une mise à disposition.

Il convient donc d'établir une convention d'occupation temporaire afin d'encadrer les modalités d'occupation ainsi que les droits et obligations de chacune des parties.

CELA ÉTANT EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIV

De convention expresse entre les parties, la présente convention est exclue du champ d'application du décret du 30 septembre 1953 concernant les baux commerciaux et aux dispositions duquel les parties ne peuvent se prévaloir.

Article 1^{er} – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de mise à disposition par la Ville de 19 places de stationnement du parking situé 4, avenue Anne d'Autriche 84000- AVIGNON, appartenant au domaine public, parcelle n°251 section ER, au profit du Département de Vaucluse pour un usage strictement réservé au stationnement des véhicules de ses agents ou de ses partenaires extérieurs.

Article 2 - Désignation des espaces mis à disposition

La Ville attribue **19 places de stationnement** au Département de Vaucluse, à titre précaire et révocable, pour représentant une surface d'environ 596 m² du domaine public de la commune d'Avignon (cf. Annexe 1)

Réf. : 840070000121-01

Article 3 – Durée

Cette mise à disposition est consentie à compter du 1^{er} janvier 2026, pour une durée d'un an, renouvelable chaque année par tacite reconduction, sans toutefois que la durée ne puisse excéder 6 ans.

Elle ne pourra être renouvelée au-delà qu'après demande expresse du Département au moins trois (3) mois avant le terme.

Article 4 – Obligation de l'occupant

Le Département s'engage à respecter **l'utilisation exclusive des places de parking pour le stationnement des véhicules autorisés**. Le Département s'engage à faire respecter la réglementation du code de l'environnement (en cas de stationnement longue durée de véhicules polluants).

Toute sous location, même temporaire, cession, ou mise à disposition au profit d'une tierce personne est interdite. Le cas échéant, la Ville se réserve le droit de procéder à la résiliation de la présente convention.

Le Département s'engage à respecter et faire respecter toutes les **règles de sécurité et d'entretien** des espaces mis à disposition, et que les accès aux services de secours soient maintenus libres.

Le Département s'engage à informer la ville de toute modification concernant les éléments essentiels du présent contrat.

Article 5 – Conditions financières

5.1 – Redevance

Conformément à l'article L. 2125-1 du CGPPP : « *Toute occupation ou utilisation du domaine public d'une personne publique mentionnée à l'article L. 1 donne lieu au paiement d'une redevance* ».

Cette mise à disposition est consentie moyennant une **redevance annuelle de 6 555 €** (six-mille-cinq-cent-cinquante-cinq euros) correspondant à 19 places de stationnement au tarif annuel de 345 €, voté lors du Conseil Municipal du 24 juin 2023 (cf. délibération n°21 (DCM_2023_03_21) portant sur « les tarifs applicables à compter du 1er août 2023, droits de places de stationnement »). En cas d'évolution des tarifs publics, la redevance sera révisée en conséquent.

En vertu de l'article 2125-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, la redevance due pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public par le bénéficiaire d'une autorisation est payable d'avance et annuellement.

Les titres de recettes seront payables auprès de la Trésorerie Municipale d'Avignon sise Cité Administrative - Avenue du 7ème Génie - BP 313 - Bât. 5 - Entrée « U » - 84098 AVIGNON Cedex 9.

5.2 – Dépôt de garantie

Les parties s'entendent pour ne pas fixer de dépôt de garantie.

5.3 – Charges

Le Département fera son affaire personnelle de tous frais inhérents.

Article 6 – Assurances

Le Département s'engage à assurer, auprès d'une compagnie d'assurance solvable de son choix sa **responsabilité civile**, pour les dommages de toutes natures occasionnés aux tiers, du fait de son activité, de son matériel et de son personnel.

En cas de sinistre ou de dégradation, il incombe au Département de prévenir son assureur, de mettre en œuvre les mesures conservatoires et d'informer la Ville (cf. art 13).

En cas de vol ou de dégradation des véhicules stationnés, la responsabilité de la collectivité ne pourrait en aucun cas être recherchée.

Paraphes

Le Département ainsi que ses assureurs renoncent à tous recours contre la Ville d'Avignon et ses assureurs, pour tous les dommages matériels et immatériels qui pourraient être occasionnées aux biens leur appartenant.

Article 7 - Conditions générales

Le Département doit entretenir en bon état de propreté les espaces mis à disposition, à ses frais et sous sa seule responsabilité. La Ville reste responsable de l'entretien général du site et des infrastructures (éclairage, marquage au sol, etc.).

Le Département aura la charge de la gestion, de l'entretien et des réparations des nouveau éléments mis en place avec les travaux (portail, portillon, clôture...)

Le Département s'engage à ne pas troubler la tranquillité du voisinage et à faire respecter par tous ceux qui seront amenés à fréquenter les lieux, une stricte observation des règlements en vigueur de manière à ne susciter de la part des autres occupants de l'immeuble ou des voisins, aucune plainte pour quelque motif que ce soit.

Le Département laissera pénétrer dans les lieux, chaque fois que cela sera nécessaire les représentants de la Ville d'Avignon.

Le Département souffrira sans indemnité, de la réalisation par la Ville ou ses représentants des réparations urgentes, même si les travaux excèdent 21 jours.

Article 8 – Travaux

Le Département doit soumettre à la Ville le projet d'aménagement qu'il souhaite réaliser (marquage au sol, arceaux, barrière), qui sera suspendu à l'aval de la collectivité.

En l'absence de réponse sous un délai de deux mois, le projet sera réputé validé.

Tout dysfonctionnement doit être signalé immédiatement.

En cas de nécessité, les services de la Ville doivent pouvoir accéder sans difficultés aux locaux.

Article 9 - Etat des lieux

Un état des lieux « entrant » est dressé lors de la prise de possession des lieux.

Un état des lieux contradictoire « sortie » sera établi, en fin de convention.

Le Département s'engage à notifier au service compétent son intention de libérer les locaux, un mois à l'avance, afin de convenir d'une date de visite des locaux pour l'établissement d'un état des lieux « sortie » et de la remise des clefs.

Dans l'hypothèse où l'état des lieux de sortie mentionnerait l'existence de réparations, remise en état ou charges d'entretien incombant au Département, comme dans celle où le Département ne se présenterait pas au jour de l'établissement de l'état des lieux de sortie ou refuserait de signer cet état des lieux, la Ville fera chiffrer le montant desdites réparations et un titre de recette équivalent à ce montant sera émis à l'encontre du Département.

Pour autant, le Département n'est pas tenu de remettre les lieux dans l'état où ils se trouvaient avant la présente convention à la sortie de celle-ci.

Article 10 - Vie de la convention

Pour toute question en lien avec la convention le Département est invité à écrire à l'adresse mail suivante : contact.immo@mairie-avignon.com

Article 11 - Renouvellement de la convention

Au terme de la convention, le Département devra se rapprocher du service compétent, **au moins 3 mois à l'avance**, afin de formuler son souhait de renouveler la présente convention.

Article 12 – Clause résolutoire

En cas de dénonciation par anticipation, le Département ne pourra prétendre à aucune indemnité ou autre droit quelconque.

Paraphes

Le Département s'engage à notifier au Service compétent son intention de rompre la convention, et ce, un mois à l'avance, afin de convenir d'une date de visite pour l'établissement d'un état des lieux « sortie ».

Dans l'éventualité où le Département ne respecterait pas les obligations mises à sa charge (occupation illicite, impayés), la Ville pourrait procéder à la résiliation de la convention par lettre recommandée avec accusé de réception, de six mois après une mise en demeure non suivie d'effet.

Dans le cas où la Ville souhaiterait récupérer les places de parking pour ses besoins personnels, pour une opération d'urbanisme, une cession ou pour tout motif d'intérêt général, la présente convention serait résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception avec préavis de six mois.

Si le parking devenait inexploitable pour des raisons de sécurité, conformité ou autres, la Ville se réserve le droit de résilier la présente convention sans délai, ni indemnité.

Dans tous les cas, en cas de résiliation à l'initiative de la Ville, sans faute du Département, celle-ci sera tenu de verser une indemnité au Département équivalente au montant des amortissements restants à la date de dénonciation.

Cependant, le Département restera redevable de la redevance due au prorata des jours d'occupation des lieux.

Article 13 - Modification et extension de la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 14 - Litiges, recours et attribution de juridiction

La Ville d'AVIGNON ne pourra en aucun cas être mise en cause dans les litiges qui résulteraient de l'exploitation des locaux mis à disposition.

En cas de litige, dans le cadre de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher en priorité une solution amiable.

Cependant, pour tout différend relatif à l'interprétation et à l'exécution du présent contrat, le Tribunal Administratif compétent sera celui du domicile de la personne publique.

Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application informatique « *Télérecours citoyens* » accessible par le site internet www.citoyens.telerecours.fr

Article 15 - Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile à l'Hôtel de Ville d'AVIGNON.

Fait à Avignon, en deux exemplaires, le

Le Département,

La Ville d'Avignon,
Pour le Maire, par délégation,

La Présidente,
Dominique SANTONI

Le Conseiller Municipal,
Joël PEYRE

ANNEXES :

N° 1 : Plan de situation

N° 2 : Etude de faisabilité places de stationnement mises à disposition

N° 3 : Attestation d'assurance

Paraphes